

Macron confirme ses objectifs et sa méthode pour disloquer l'École de la République

Ce n'est pas le ministre Ndiaye, mais le président Macron lui-même qui a ouvert la réunion de rentrée des recteurs jeudi 25 août.

L'école n'est pas à la hauteur, leur a expliqué le chef de l'Etat : « *Nous avons trop d'élèves malheureux, trop de parents anxieux, de professeurs désabusés ou qui ont le sentiment de ne pas être reconnus et trop d'entreprises qui ne trouvent pas de jeunes formés.* »

Ce sombre constat, cela fait des années que les personnels le font. C'est le résultat des contre-réformes et des politiques de réductions budgétaires imposées par Macron, Blanquer et leurs prédécesseurs. Ce sont eux les responsables.

C'est le gel des salaires et la maîtrise des concours qui ont conduit à cette rentrée catastrophique où l'on va manquer partout d'enseignants sous statut. Quant aux perspectives économiques, comme toute la population, les personnels se demandent comment ils pourront faire face à l'inflation qui ne cesse de grimper...

Mais le Président Macron balaie ces « difficultés » d'un revers de main, et voudrait, à travers ses débats dans les écoles, dans les établissements, associer les personnels au dynamitage du cadre national de l'École et des statuts. Il voudrait, à travers son Conseil National de la Refondation, associer les syndicats et les politiques à la poursuite de ses projets :

- achever toutes les mesures de territorialisation et de privatisation de l'École en s'appuyant sur le modèle de l'expérimentation marseillaise,
- continuer à remplacer les fonctionnaires par des contractuels,
- individualiser les rémunérations en les conditionnant à toujours plus de tâches,
- mettre le lycée professionnel et ses personnels directement sous le joug du patronat pour former des apprentis,
- « adapter les diplômes et les formations au marché du travail », c'est-à-dire en finir avec les qualifications reconnues dans les conventions collectives...

Les débats dans les écoles et les établissements devront aboutir à la rédaction d'un projet local, en lien avec les élus, les associations locales et les parents pour passer un contrat avec l'Etat, pour déroger au cadre national des programmes et des statuts. Cette autonomie de l'École s'accompagnera d'une distribution de moyens et de droits différents suivant les politiques locales.

La FNEC FP-FO combat le cadre territorialisé des expérimentations et « concertations » diverses qui ne visent qu'à disloquer l'École de la République, à Marseille et ailleurs.

FO se félicite de la mobilisation des lauréats pour le recrutement de toutes les listes complémentaires, qui a commencé à faire reculer le ministre : on continue !

Elle invite tous les personnels à se réunir en heure d'information syndicale dès la première semaine de rentrée pour organiser la mobilisation sur leurs revendications, pour le recrutement de personnels sous statut, pour l'augmentation des salaires et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, pour le rétablissement du cadre national de l'École.